

Finance : la crise qui vient

Titre(s) : Finance : la crise qui vient [[périodique]]

Ensemble : Alternatives économiques 466

Editeur, producteur : 01/01/26

Description matérielle : pp.8-10

ISSN : 0247-3739

Note sur la description matérielle : 3

Résumé ou extrait : De nombreux risques menacent actuellement le système financier mondial, notamment la bulle de l'intelligence artificielle (IA), l'augmentation des dettes publiques et la croissance des cryptoactifs. Malgré ces dangers, les régulateurs bancaires assouplissent les règles de surveillance et de capitalisation des banques. Dans le secteur technologique américain, les investissements dans l'IA atteignent des milliers de milliards de dollars. OpenAI domine le marché depuis trois ans, mais Google a rattrapé son retard. Les géants de la tech, après s'être longtemps autofinancés, recourent désormais massivement à l'endettement pour financer leur développement. Les écosystèmes sont très interconnectés : Microsoft investit dans OpenAI, qui achète des puces à Nvidia, également investisseur, et des services cloud à Amazon. Un problème chez l'un de ces acteurs aurait des répercussions en chaîne sur les autres, sur leurs créanciers, sur la Bourse américaine et sur les gestionnaires d'actifs mondiaux, notamment européens. Le marché des dettes publiques est également source d'inquiétude. Les émissions de dettes souveraines ont augmenté ces dernières années et sont de plus en plus souscrites par des acteurs financiers non bancaires, à la fois de long terme (assureurs, fonds de pension) et de court terme (fonds spéculatifs), dont les ressources reposent largement sur l'endettement auprès des banques. Un problème sur les dettes publiques pourrait donc causer des dégâts directs et indirects aux banques. La politique budgétaire du président Trump, marquée par un accroissement des déficits, accentue l'instabilité. Les créanciers américains s'inquiètent de la volonté de Trump de nommer son conseiller économique Kevin Hassett à la tête de la Fed, en remplacement de Jerome Powell. Les créanciers étrangers, notamment les fonds spéculatifs, ont profité des taux d'intérêt élevés sur la dette publique américaine pour y investir. Un doute sur la capacité des États-Unis à maintenir la valeur de leurs obligations pourrait déclencher une panique mondiale. Sur le marché du " repo " américain, 40 % des transactions restent de gré à gré, donc opaques, et la part des transactions en devises autres que le dollar augmente, ce qui accroît le risque de contagion en cas de crise de change. Les acteurs de ce marché ont également diminué les garanties de sécurité exigées en contrepartie des prêts, ce qui fragilise encore le système. Malgré la montée des risques, les régulateurs reculent. Aux États-Unis, depuis le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, les effectifs de supervision et de régulation ont été réduits de 30 %. Les banques ne sont plus tenues d'augmenter leur capital pour couvrir les pertes potentielles, et le ratio entre capital détenu et risques pris peut même diminuer. Les tests de stress sont allégés. Parallèlement, Trump favorise le développement des marchés des cryptoactifs, notamment les stablecoins, dont les deux principaux émetteurs, Tether et Circle, représentent près de 90 % du marché. Ce secteur, d'une valeur de 4 000 milliards de dollars, est plus

important que celui de la dette française. L'OCDE s'inquiète de la volatilité de ce marché et du fait que les investisseurs traditionnels (banques, assurances, fonds de pension, fonds d'investissement) y sont de plus en plus impliqués, ce qui multiplie les risques pour la stabilité financière. L'Europe et le Royaume-Uni suivent la même tendance, bien que de façon plus mesurée. La BCE a engagé une baisse des contraintes en capital imposées aux banques, et le Royaume-Uni a suivi. Les assouplissements sont encore légers, mais la direction est claire. Les responsables européens affirment que les banques sont suffisamment capitalisées et qu'il n'est pas question d'imposer des exigences supplémentaires, malgré la montée des risques et l'interconnexion croissante des marchés. Quelques voix s'élèvent pour alerter sur les dangers de cette dérégulation. Robert Mazzuoli, analyste chez Fitch, avertit que ces allègements réglementaires vont sûrement réduire la capacité du secteur bancaire à résister à des chocs systémiques. Michael Barr, ancien chef de la supervision américaine, refuse de soutenir la dérégulation prônée par Trump. Jean-Paul Faugère, vice-président de l'ACPR, s'inquiète de la tentation de la dérégulation et du fait que le souvenir des crises passées s'estompe rapidement. Cependant, ces alertes restent largement ignorées. En résumé, la finance mondiale fait face à une accumulation de risques : bulle technologique, endettement croissant des géants de la tech, augmentation et fragilisation des dettes publiques, opacité et volatilité des marchés de cryptoactifs, interconnexion accrue entre banques, acteurs non bancaires et États. Malgré cela, les régulateurs assouplissent les règles, réduisent la supervision et laissent le secteur financier s'exposer davantage, ce qui pourrait préparer le terrain à une nouvelle crise financière majeure.

Sujet - Nom commun : Banques
Crises financières